



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOU, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Julie FRÊCHE, Clare HART, Audrey LLEDO

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Restinclières - Modification du Périmètre délimité des abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié - Accord

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La commune de Restinclières est concernée par la protection des abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié, classée au titre des monuments historiques, car cette dernière est située sur la commune limitrophe de Beaulieu, à moins de 500 mètres de son territoire.

En effet, pour assurer la protection et la mise en valeur de cet immeuble, il est institué un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour du monument, dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des "abords" placée sous la surveillance de l'Architecte des Bâtiments de France.

Cette servitude permet de préserver le monument historique et son environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux sur les immeubles inscrits dans le périmètre de 500 mètres.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (loi SRU) a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres.

Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, le service territorial de l'architecture et du patrimoine de la Direction régionale des affaires culturelles, représenté par l'Architecte des Bâtiments de France, a porté à la connaissance de la commune de Restinclières le 15 octobre 2015, une proposition de périmètre délimité des abords autour de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié. L'Architecte des Bâtiments de France, en s'appuyant sur une analyse de terrain, propose un périmètre délimité des abords plus adapté à la réalité en terme de co-visibilité.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la commune de Restinclières et Montpellier Méditerranée Métropole ont émis un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords, par délibération, respectivement en date du 20 septembre 2017 et du 27 septembre 2017.

Conformément aux dispositions du même article, l'enquête publique portant sur le projet de périmètre délimité des abords de la Chapelle-Notre-Dame-de-la-Pitié, prévue par l'article L.153-19 du Code du Patrimoine, a été réalisée concomitamment à l'enquête publique portant sur le projet de modification n°3 du PLU de la commune de Restinclières.

Par arrêté n°MAR2018-0116 du 6 avril 2018, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du 27 avril 2018 au 28 mai 2018 inclus, portant sur les projets de modification n°3 du PLU de la commune de Restinclières et de création du périmètre délimité des abords.

Concernant ce projet de création du périmètre délimité des abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié, il convient de constater qu'aucune observation n'a été consignée dans le registre pendant l'enquête publique et qu'il n'appelle aucune remarque de la part des personnes publiques associées, hormis les observations favorables formulées par la Chambre de Commerce et d'Industrie par courrier du 10 janvier 2018.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 20 juin 2018. Constatant que l'enquête s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable sans restriction sur le projet de création du périmètre délimité des abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié.

Le projet de périmètre délimité des abords de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, lors de son porté à connaissance du 15 octobre 2015, est donc maintenu suite à l'enquête publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, les services de l'Etat ont sollicité l'accord formel de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de périmètre délimité des abords.-

En cas d'accord, le périmètre délimité des abords sera créé par arrêté du Préfet de région, puis annexé au Plan Local d'Urbanisme au titre des servitudes d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un accord sur le périmètre délimité des abords, annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-55562-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan PDA 1

- Plan PDA 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.